



Ministère de la Femme, de l'Enfance et de
l'Entreprenariat Féminin



Analyse de la politique sectorielle «Sécurité Alimentaire » Accès et utilisation

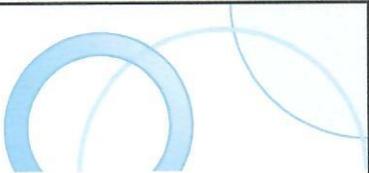
Atelier de consultation

**Préparation du programme de coopération Sénégal
UE, 11ème FED, 2014-2020**

Juin 2012



Ministère de la Femme, de l'Enfance et de
l'Entrepreneuriat Féminin



Analyse de la politique sectorielle

« Sécurité Alimentaire »

Accès et utilisation

Atelier de consultation

Préparation du programme de coopération Sénégal

UE, 11ème FED, 2014-2020

Juin 2012

Les (03) piliers de la sécurité alimentaire

Disponibilité

Quantité physiquement disponible (nationale, régionale, locale) à travers :

- la production locale
- les importations
- l'aide alimentaire
- les réserves nationales

Accès

Capacité des ménages à se procurer des vivres à travers:

- Ses propres réserves
- Sa production domestique
- Les transactions de marché
- L'aide alimentaire

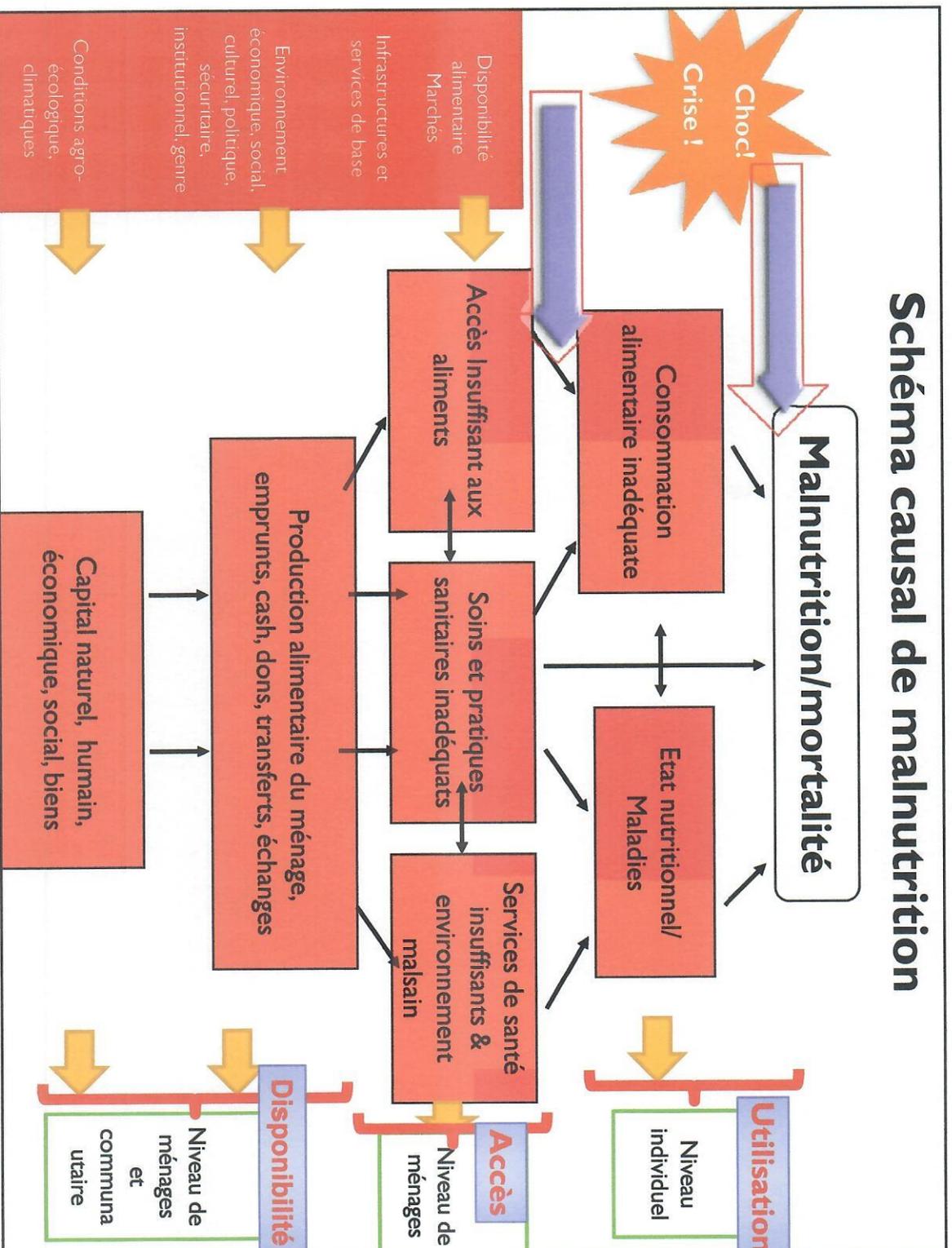
Utilisation

Capacité à utiliser la nourriture, à absorber les nutriments.
Dépend de:

- apport diététique /nutrition
- moyens de stockage et de préparation
- connaissances et compétences en matière de préparation
- conditions sanitaires /d'hygiène
- l'acceptabilité culturelle / das

Attention au risque et choc affectant les moyens d'existence des ménages

Schéma causal de malnutrition



CONCEPTS ET DEFINITION

Définition consensuelle des Filets sociaux:

Les filets jouent un rôle important dans l'accès à la sécurité alimentaire

Objectifs: Protéger la consommation des ménages (en particulier en temps de crise), réduire la pauvreté, et promouvoir l'investissement en capital humain (santé, éducation)

• **Définition:** Programmes de transfert non contributifs, conditionnels ou non, ciblant les pauvres ou les personnes vulnérables
Le transfert peut être en Espèces – Bons échangeables – Nature

• **Exemples:**

- Alimentation scolaire,
- Vivres contre travail/création d'actifs durables (VCT/VCA), Emploi dans les travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre (HIMO)
- Banque céréalière Villageoise (BCV)
- Distribution ciblée de vivres (DCV)
- Appui nutritionnel aux personnes vulnérables
- Subvention des prix au profit des ménages
- Exemption de droits pour les services de base

PROGRAMMES

1. Programme de Bons d'achat Alimentaire; PAM
2. Programme d'alimentation scolaire ; PAM/MinEdu
3. Assistanes en vivres aux zones et groupes vulnérables et suivi de la sécurité: PAM; CSA;

1- Programme de bons d'achat alimentaire (Cash vouchers)

Projet pilote

Appui Facilité Alimentaire Union Européenne

- **Mise en place d'un programme** transferts de monétaire à Pikine et Ziguinchor (2009 – 2011)
 - Filet de sécurité et Protection des moyens d'existence/résistance aux chocs (suite crise alim 2008)
 - Ménages ciblés les plus affectées la hausse des prix des denrées
 - Appuis : bons d'une valeur unitaire de 3000 Fcfa , échangeables contre denrées alimentaires de base (riz, mil, maïs, huile, sucre, etc,) auprès des commerçants/détaillants sélectionnés - durée 6 mois (6 distributions)
 - **Ciblage/mise en œuvre**: approche participative communautaire à Pikine (10 000 ménages) par PAM, MinFem, ONG CARITAS et Enda Graf) et à Ziguinchor (7 500 ménages) par ARD, Mairie, Conseils de quartiers
- **Partenariat/Supervision** : PAM, MinFamille/Programme de Réduction de la Pauvreté/PRP; Comité de pilotage/Gvmt – PAM – bailleurs - Agences partenaires - partenaires d'exécution - Représentations locales (Mairie, Préfet)
- **Suivi post distribution (PDM)**: PAM, Caritas Dakar (Pikine) et ARD (Ziguinchor)
- **Evaluation externe** par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour chaque localité par une enquête de base et une enquête finale

1- Programme de bons d'achat alimentaire (suite)

Réponse au déficit de production agricole localisée/hausse des prix des denrées alimentaires



- Enquête d'identification des zones à risque – ZAR - PAM/FAO/GvmtOXFAM America/World Vision Nov2011/Fév2012
- Collaboration avec la Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes et Projet de Lutte contre la Pauvreté (CSO/PLCP) du Ministère de la Famille.
- **Bons d'achat/voucher** » dans les communes de Ziguinchor, Bignona, Tambacounda et Kolda, et dans les communautés rurales d'Adéane, Orkadieré et Bokladji
- D'autres modalités telles que la distribution ciblée de cash et le cash for work seront aussi mis en place partout où ce sera faisables et nécessaires dans les ZAR
- **Bénéficiaires:** 145 000 personnes (24 000 ménages): 3500F/pers (max 6 pers/ménage), pendant 4 mois (6 distributions).

2- Programme d'alimentation scolaire

Contexte

Progrès dans l'accès mais qualité/rendement encore faible
 Filet de sécurité alimentaire dans le cadre du Programme National Investissement Agricole (PNIA) pour réduire l'extrême pauvreté
 Existence d'un Document de politique sur l'alimentation scolaire (2011) axé sur la promotion de l'investissement endogène et de la production locale: approche participative notamment communautaire; approche multisectorielle

Objectifs principaux

- Soutien au programme de scolarisation et de maintien des enfants, notamment les filles, à l'école (Education pour tous en 2015 PDEF/OMD)
- alimentation régulière/filet de sécurité alimentaire pour les familles dans les zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire

Modalités d'intervention

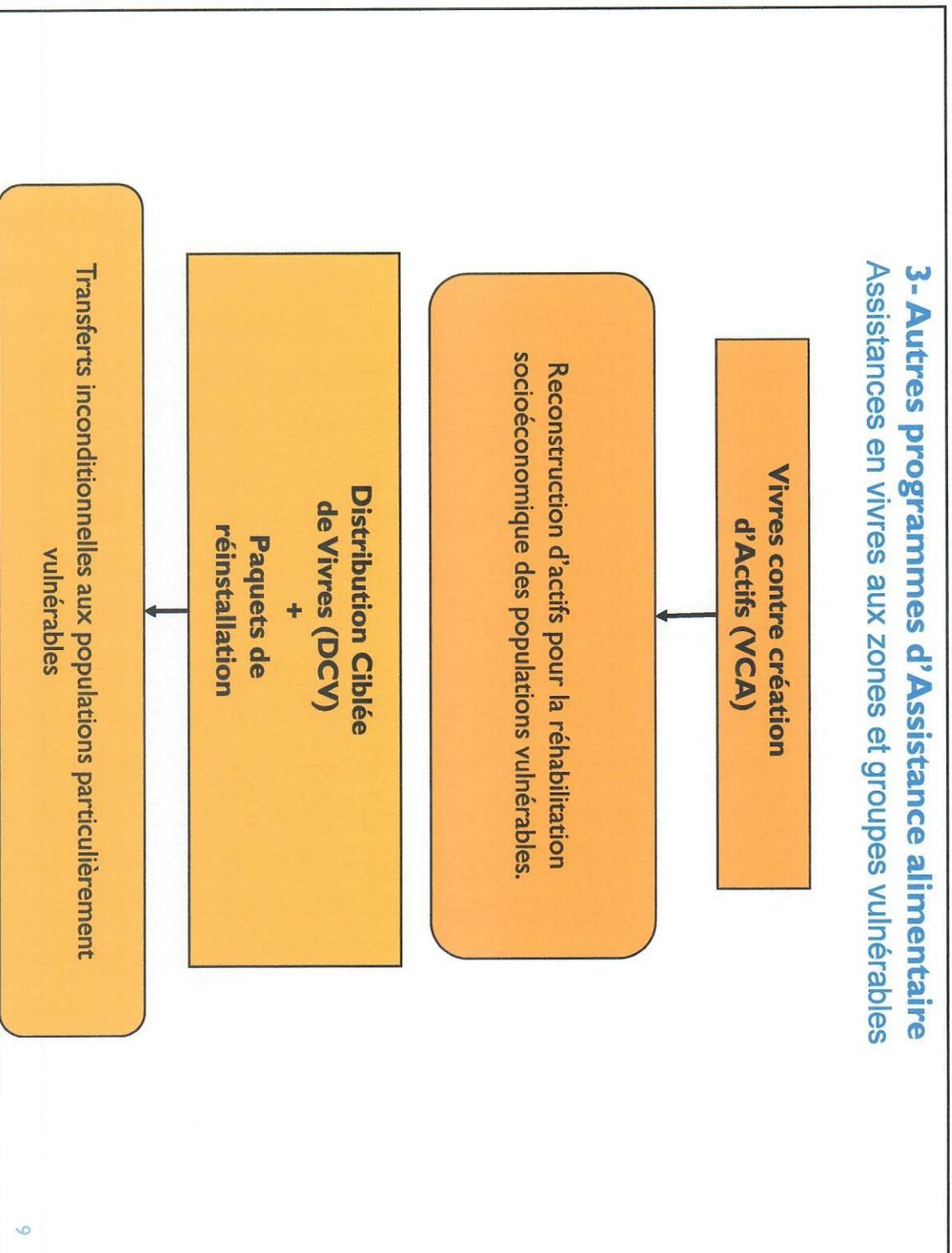
- Fournitures de vivres pour un déjeuner quotidien et 2 petit déjeuner/sem, pour les enfants fréquentant les établissements élémentaires et préscolaires

Ciblage géographique

- Prévalence élevée de l'insécurité alimentaire,
 - Faiblesse de certains indicateurs scolaires : taux de scolarisation/achèvement.
- Zones d'intervention/bénéficiaires : 14 régions du Sénégal
 - Plus de 50 % des élèves (800.000) des écoles élémentaires publiques dont près de 65 % par PAM

3- Autres programmes d'Assistance alimentaire

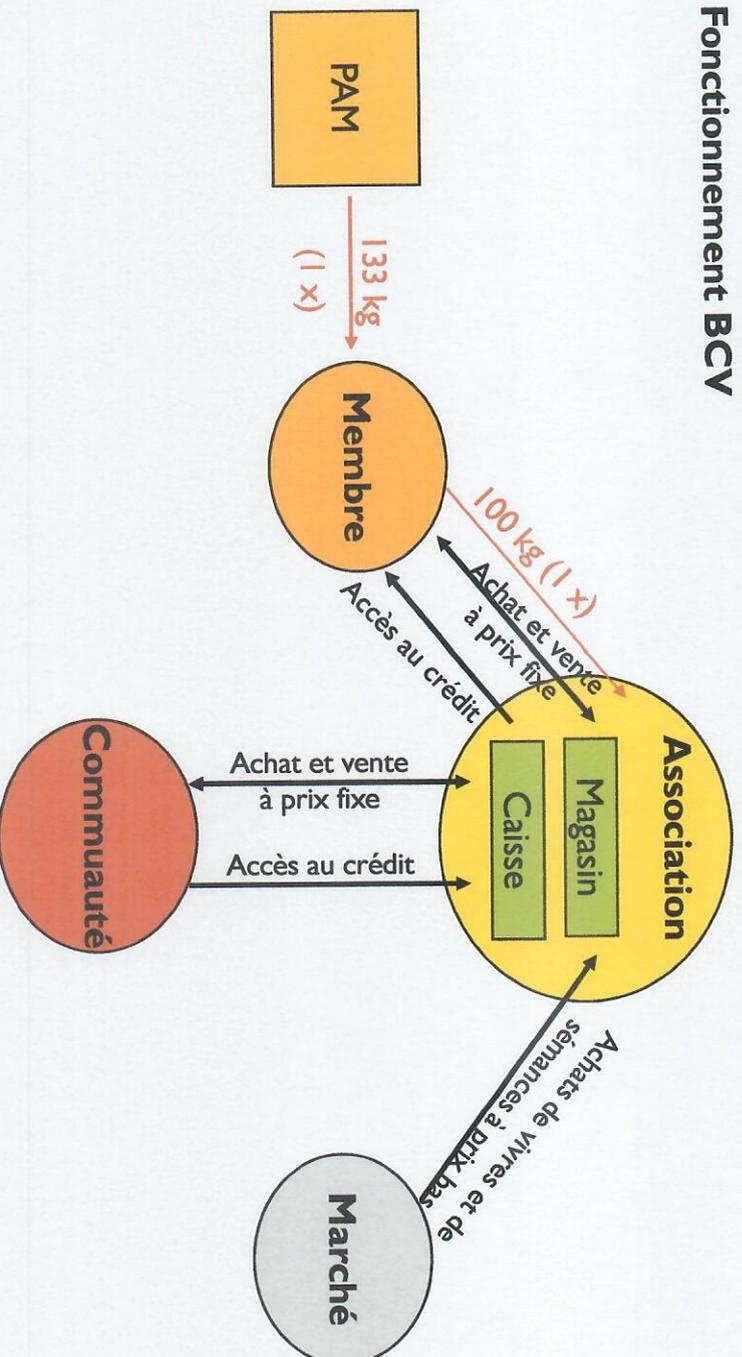
Assistances en vivres aux zones et groupes vulnérables



Banques Céréalières Villageoises (BCV)

2009	17 BCV dans la région de Tambacounda
2010	215 BCV dans 7 régions (12 BCV en Casamance)
2011	380 BCV dans 7 régions (30 BCV en Casamance)

Fonctionnement BCV



3- Autres programmes d'Assistance alimentaire

Assistances en vivres aux zones et groupes vulnérables (suite)

Appui nutritionnel

Vivres pour Sensibilisation Nutritionnelle (VSN)

Appui à la mise en oeuvre du PRN: sensibilisation / formation des mères pour lutter contra la malnutrition des enfants de moins de 5 ans

Alimentation supplémentaire

ciblée

générale

Alimentation complémentaire (Enfants moins de 5 ans)

Alimentation de protection Enfants 6 – 24 mois

IMPACTS

Les résultats disponibles montrent des impacts à 3 niveaux:

➤ Les bénéficiaires directement, avec un impact élargi au niveau des ménages

- Meilleure intégration sociale (BCV/PAM)
- Meilleurs taux de fréquentation et de réussite scolaire (DCaS/PAM)
- Régularité de l'alimentation des élèves (DCaS/PAM)
- Impact sur la sécurité alimentaires des ménages (CV/PAM)

➤ l'environnement direct des bénéficiaires

- Amélioration des standards d'hygiène des écoles (DCaS/PAM)
- Renforcement du rôle des parents auprès des écoles (DCaS/PAM)
- Stabilisation des populations déplacées (VCA,)

➤ La connaissance de la vulnérabilité et de la pauvreté

- Meilleure maîtrise de la cartographie de la vulnérabilité à l'Insec. Ailim. (CNSA)
- Promotion de la production locale ((BCV/PAM)
- Information détaillée de la population vulnérable des sites ciblés (PAMCV)
- Renforcement du système d'alerte précoce

LEÇONS APPRISSES

Une reconnaissance générale du rôle essentiel de participation des communautés tant pour une sélection "au plus juste" des bénéficiaires que pour l'acceptation des interventions

- Utilisation du ciblage géographique et coexistence d'un ciblage individuel et ménage
- Le ciblage communautaire peut pallier efficacement le manque de données
- Il doit être accompagné d'outils de communication adaptés et d'un système de contrôle citoyen

CONCLUSIONS

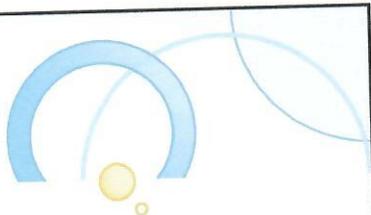
ANCRAGE INSTITUTIONNEL

- Dispersion institutionnelle constatée d'où le besoin "d'organiser" la transversalité du secteur de la sécurité alimentaire pour une meilleure efficacité
- Besoin d'impliquer les collectivités locales,

RECOMMANDATIONS

Nécessité urgente d'harmoniser les informations pour capitaliser de manière plus efficace et utiliser l'existant pour la construction d'un système national du secteur de la sécurité alimentaire

Impératif de prise de responsabilité politique au niveau national en termes de définition claire des critères, des indicateurs et des seuils à prendre en compte pour le ciblage des populations les plus pauvres ou vulnérables



**Merci de votre
aimable
attention**